

Nos priorités revendicatives pour l'école publique face aux nouvelles offensives libérales et réactionnaires

Gouvernement après gouvernement, le démantèlement de l'école publique se poursuit. On peut tirer un premier bilan du gouvernement Macron en matière de politique éducative, et poser les axes sur lesquels fonder notre résistance à cette casse généralisée.

Durant les gouvernements précédents, l'offensive des capitalistes contre les services publics avait connu un certain nombre de continuités : austérité budgétaire, transferts d'argent vers les entreprises, management, territorialisation. Si elle a connu des inflexions durant le dernier quinquennat, ce n'était que dans l'enrobage : valorisation d'un dialogue social illusoire, d'une participation – verrouillée – des personnels et des usagers et, dans notre secteur, d'une pédagogie largement fourvoyée. Ces paquets cadeaux ont permis de berner – ou de satisfaire – une partie des personnels et des organisations syndicales et pédagogiques. Pourtant, nombre de personnels ont largement partagé le constat amer de la désillusion.

Après la droite dure, après la fausse gauche, Macron. Le gouvernement conserve en bloc les acquis des trahisons de la social-démocratie et de l'héritage ultra-libéral et réactionnaire des gouvernements de droites. Sa politique éducative, comme reflet de cette recomposition des forces capitalistes, correspond à cette alliance.

C'est ainsi que nous avons aujourd'hui un Ministère de l'Éducation nationale (MEN) qui est à la fois libéral sans fard et réactionnaire sans complexe. Libéral, car le projet de démantèlement du service public d'éducation se poursuit, à travers au moins deux axes : l'autonomie généralisée des établissements et des territoires, et la poursuite de l'austérité budgétaire. Réactionnaire, car cette offensive capitaliste, à la différence du mandat précédent, ne s'embarrasse pas d'une phraséologie progressiste – elle assume le rejet du « pédagogisme », le retour au B-A BA, et est adoubée par SOS Éducation¹. Petit état des lieux secteur par secteur.

Dans le premier degré :

Les « CP à 12 » sont déjà mis en place depuis septembre 2017 dans les CP de REP+, sans création de postes mais en « redéployant » les maîtres-ses sup ou des brigades, dans une logique d'austérité. Imposer arbitrairement une structure allant à l'encontre des décisions souveraines du conseil des maître-ss-es témoigne du peu d'intérêt du gouvernement pour les élèves comme pour le travail des enseignant-e-s mis en place ces dernières années, notamment avec les PDMQDC.

Nos élèves sont déjà soumis à une énorme pression de « réussite ». L'objectif « 100 % de réussite en CP » et ces réformes qui en découlent ne font que l'accroître, tout comme le retour du redoublement et les stages de « réussite » (encore!) pour les CM2, ainsi que le retour des évaluations nationales en CP.

Quant aux rythmes scolaires, le décret du 27 juin 2017 n'abroge pas la réforme de 2014 mais permet des dérogations locales : cette parodie de consensus local, dans laquelle seule l'autorité académique a le dernier mot et les « impératifs financiers » sont déterminants,

¹ SOS Éducation, officine proche de l'extrême-droite traditionnaliste, s'est immédiatement félicitée de la nomination de Blanquer sur Twitter, avant d'en effacer les traces

ne fait que renforcer les inégalités entre les communes et la dynamique de territorialisation à l'œuvre.

Dans le second degré :

La réforme du collège, que nous avons combattue, a fait l'objet d'un détricotage par l'arrêté du 18 juin 2017, qui n'a pas réduit les effets inégalitaires de la réforme mais a au contraire renforcé l'autonomie des établissements : possibilité de mettre en œuvre ou non les EPI en respectant un minimum fixé dans l'arrêté, renforcement des bilangues dans une optique élitiste...

La grande réforme à venir est celle du bac, annoncée par Blanquer début juin 2017. La réduction annoncée à quatre matières seulement au contrôle terminal va dans le sens du renforcement d'une hiérarchie entre matières, à l'opposé de notre conception d'un enseignement polytechnique. Surtout, elle est adossée au développement de la sélection dans le supérieur, en permettant aux filières post-bac de coefficienter les résultats aux épreuves terminales dans leurs exigences en matière de sélection. Si le bac actuel n'est pas la panacée, il est moins mauvais que ce dispositif de sélection renforçant la vocation de tri social inhérente à l'ensemble du cursus secondaire.

Dans les LP : la voie professionnelle sous statut scolaire risque de connaître une attaque sans précédent. Patronat, gouvernement et régions ne cessent de la remettre en cause tout en promouvant et en finançant l'apprentissage. Le gouvernement entend régionaliser l'enseignement professionnel afin de le placer sous le contrôle des régions et des organisations patronales. Cette régionalisation amputerait ainsi à l'Éducation nationale la voie professionnelle dont 1 lycéen-ne-s sur 3 y est scolarisé. Les régions s'efforceront ainsi de réduire l'offre de formation dans les lycées professionnels, entraînant de fait une spécialisation des territoires et donc des inégalités territoriales.

Pour les agents des collectivités : les conditions de travail des agents techniques du second degré étaient déjà bien dégradées par le transfert aux collectivités. La précarisation touche évidemment les agents en question, et le recours aux CDD et CDI s'est accru, ainsi que le recours aux contrats aidés. Avec le gouvernement Macron, de nombreux postes d'agents en CUI sont supprimés. Les perspectives sont assez transparente : démantèlement de cette mission de service public dans le but, à terme, d'un transfert vers la sous-traitance privée, comme dans d'autres services public comme l'hospitalier.

Dans l'ESR : l'enseignement supérieur et la recherche servent de laboratoire de l'école néolibérale : les universités sont déjà « autonomes », c'est-à-dire contraintes de gérer seules leur fonctionnement et leur personnel avec un financement public qui n'a pas varié depuis la mise en place de la loi LRU² en 2007), ce qui les empêche ne serait-ce que de faire face au simple avancement de carrière des personnels. Face à cela, les solutions proposées par le gouvernement Macron vont dans le sens d'une université toujours plus sélective : sélection à l'entrée à l'université, augmentation des frais d'inscription et possibilités croissantes pour les présidents d'université de recruter des enseignants-chercheurs, y compris sur des contrats courts ad hoc, regroupement d'Universités dans une logique de rationalisation et de réduction du personnel, cadeau aux entreprises censées faire de la recherche et développement de près de six milliards d'euros en déductions fiscales (Crédit d'impôt recherche).

² Loi relative aux libertés et responsabilité des universités.

Dans tous les degrés, une vision réactionnaire de l'école : c'est le MEN qui a été stratégiquement choisi par Emmanuel Macron pour satisfaire la frange la plus réactionnaire de ses soutiens : le choix de Jean-Michel Blanquer, chantre de la fondation Espérance banlieue³ et dont la nomination a été louée par SOS Éducation, n'est pas un hasard. Le vocabulaire choisi par Blanquer et les orientations pédagogiques dévoilées dans les projets de réforme des programmes répondent aux diatribes des « réac-publicains »⁴ : retour du chronologique en histoire (comme s'il avait disparu), mais aussi en français (qui, lui, n'est plus pratiqué depuis 1945 !), retour à l'apprentissage des quatre opérations de base dès le CP et CE1 au motif qu'il faut combattre « cette fausse bienveillance qui consiste à retarder les apprentissages »⁵... Les logiques réactionnaires ayant leur cohérence, on peut s'inquiéter des mains tendues à différents groupes réactionnaires (les « humilié-e-s de la manif pour tous ») en ce qui concerne le sexisme et les lgbtphobies à l'école.

L'avantage potentiel, pour nous, d'un gouvernement comme celui-ci est que l'ennemi de classe est identifié et que la cible est plus clairement définie. À nous d'en tirer profit : **la fédération SUD Éducation doit être en première ligne des mobilisations contre les différentes réformes Macron, et doit condamner sans réserve ni équivoque les différents projets gouvernementaux.**

Cela implique plusieurs choses. D'une part, la stratégie, reconduite de congrès en congrès, de construction d'une unité syndicale large autour des revendications des salarié-e-s, doit être poursuivie. Cela implique de poursuivre le travail commun avec des organisations dont nous ne partageons pas toujours les aspirations en terme de projet d'école ou de société, ou en terme de stratégie au sein du mouvement. D'autre part, cela implique de poursuivre notre travail de pédagogie et d'explicitation de notre corpus revendicatif – qu'il s'agisse des revendications intermédiaires ou des revendications à long terme, propre à notre projet d'école et de société. En effet, porter un projet d'école égalitaire, émancipateur et autogestionnaire est un véritable défi dans la période actuelle et c'est par nos pratiques syndicales et pédagogiques au quotidien que nous pourrons faire avancer nos idées. Enfin, cela implique de renforcer la cohérence et la capacité d'intervention de notre fédération, et donc sa capacité à mener des débats sereins, constructifs, dans le cadre d'instance démocratiques dont le sens et les finalités sont partagés par l'ensemble des syndicats et des adhérents.

La fédération SUD Éducation sait que son projet d'école, égalitaire, émancipatrice et autogestionnaire, aura des difficultés à être audible dans un contexte de régression sociale généralisée. En effet, dans la période actuelle, les discours syndicaux les plus audibles auprès des collègues sont de deux ordres : repli sur la défense individuelle (UNSA, FO) d'une part, nostalgie républicaine et passéiste d'autre part (FO, SNALC). Face au premier, nous devons nous montrer capables de promouvoir les luttes collectives comme seul rempart réaliste face aux attaques contre les droits sociaux et les services publics. Face à la seconde, nous devons affirmer que nous ne pouvons nous satisfaire de l'école telle qu'elle est, dont le

³ Jean-Michel Blanquer déclarait au colloque de la fondation Espérance banlieue le 4 avril 2016 « ce que fait Espérance banlieue, c'est ce qu'il faut pour le système éducatif public ». La fondation Espérance banlieue est un réseau d'écoles privées hors contrat portant des valeurs rétrogrades et autoritaires, paternalistes voire néo-colonialistes.

⁴ Pour reprendre la formule de Grégory Chambat, dans son livre *L'école des réac-publicains : la pédagogie noire du FN et des néo-conservateurs*, Éditions Libertalia, 2016.

⁵ Interview donnée à *L'Express* le 13 septembre 2017.

principe est de trier les élèves pour alimenter la division capitaliste du travail. Enfin, notre fédération dispose d'un corpus d'analyse original, sérieux et étayé des pressions réactionnaires de toutes sortes qui pèsent sur l'éducation, et qui prennent dorénavant corps : c'est le moment de le mobiliser de toutes nos forces pour montrer qu'avec le rouleau compresseur capitaliste avance une idéologie réactionnaire incompatible avec le progrès social.